



CONSEIL COMMUNAL
DE
SAINT-PREX

Rapport du préavis 15/12.2024 – sécurité publique

Rapport de la commission pour la création des statuts de l'Association intercommunale de l'Organisation régionale de Protection civile (ORPC) du district de Morges

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La commission désignée par le bureau, composée de Madame Lorella Pfrter, Messieurs Jean-Yves Aebi, Christian Boillat, Didier Franco, David Mondada, Carmelo Todaro s'est réunie deux fois : le mercredi 15 janvier et le mercredi 26 février 2025 ; en présence de Madame Anouk Gäumann que nous avons sollicitée pour des compléments d'informations et nous la remercions vivement pour les réponses claires apportées à nos questions.

I. Préambule

Pour mémoire, le rôle de la protection civile est de protéger la population et ses bases d'existence en cas de catastrophe, en situation d'urgence ou en cas de conflit armé, ainsi que de limiter les effets d'événements dommageables (art. 2 LPPCi). La loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile fixe les missions de protection civile (art. 28 LPPCi).

Créée en 1963 dans le but d'intervenir sur les décombres suite à des bombardements, la Protection civile vaudoise a vécu au rythme des différentes réformes fédérales pour aboutir actuellement à un corps constitué, organisé sur le principe de la milice régie par l'obligation de servir, et faisant partie intégrante du système coordonné de protection de la population.

Elle est composée des organisations suivantes :

- ✓ 1 commandement cantonal
- ✓ 10 organisations régionales de protection civile
- ✓ 1 détachement cantonal

Les 10 organisations régionales de protection civile (ORPC) sont basées sur le découpage territorial des districts et ont à leur tête un comité de direction (CODIR), dans lequel siègent des représentants des Communes. Pour la Commune de Saint-Prex, Mme Anouk Gäumann est membre du Conseil intercommunal de l'ORPC du district de Morges.

L'Organisation régionale de Protection civile (ORPC) du District de Morges a été créée suite à une convention approuvée par le Département en date du 19 décembre 2012.

- Emménagement de l'ORPC dans l'arsenal de St-Prex en 2016.
- Gestion financière assurée par la Bourse de St-Prex depuis 2017, 6 exercices comptables.

L'ORPC est devenue autonome pour la gestion financière au 1^{er} janvier 2023, le mandat avec le service des finances de Saint-Prex a dès lors pris fin.

II. **Objectif du préavis**

Ce préavis a pour objectif la création de statuts de l'Association intercommunale de l'ORPC du District de Morges en intégrant notamment un plafond d'endettement.

En effet, au 1^{er} janvier 2023, comme indiqué ci-dessus, l'ORPC du district de Morges est devenue autonome pour sa gestion financière. Cette modification administrative a un impact sur ladite convention qui doit dès lors intégrer un plafond d'endettement. La loi sur les communes (LC) a été modifiée en 2013 et les nouvelles associations intercommunales ont l'obligation d'établir des statuts de création et ne peuvent plus rédiger de conventions. L'intégration du plafond d'endettement contraint dès lors l'Association intercommunale de l'ORPC du District de Morges à remplacer sa convention par des statuts. Le montant du plafond d'endettement a été fixé à Fr . 1'000'000.- Cette valorisation est usuelle parmi les organisations et institutions du même type. En effet, contrairement à ce qui est appliqué pour les Communes qui fixent le plafond d'endettement au début de chaque législature, les associations intercommunales doivent fixer le plafond d'endettement dans les statuts. Cette pratique nécessite de fixer le plafond d'endettement avec une marge suffisante, car toute modification des statuts implique une acceptation des 56 communes membres, processus particulièrement lourd à mettre en œuvre.

III. **Mesures déjà effectuées**

Le CODIR a élaboré un avant-projet de statuts qui a été transmis aux 56 Communes du District de Morges le 14 février 2023, après avoir été contrôlé par le service juridique de la DGAIC (Direction générales des affaires institutionnelles et des communes) de l'Etat de Vaud.

Des commissions consultatives ont été nommées par les Conseils généraux/communaux de chaque Commune de l'ORPC. Leur mission était de prendre connaissance de cet avant-projet et de rédiger un rapport à l'intention de leur Municipalité. Les remarques et propositions de modification des commissions ont alors été transmises durant l'été 2023 par les Municipalités au CODIR qui les a analysées. Un certain nombre d'éléments ont été pris en compte.

Le CODIR de l'ORPC a finalisé le document en collaboration avec le service juridique du Canton au début de l'année 2024. Il a mandaté la commission de gestion de l'association intercommunale pour procéder à l'analyse des statuts. Cette commission a amendé trois articles durant l'assemblée générale qui s'est déroulée le 19 septembre 2024 à Saint-Prex, à savoir :

- Article 12 :
 - Le titre de l'article était « *Organisation du bureau* ». Il est modifié pour devenir « *Organisation du Conseil intercommunal* »
 - Alinéa 2 : article original « *Il nomme en son sein, à la fin de chaque année* » ...
Nouvel article amendé : « *Il élit, en son sein, à la fin de chaque année* » ...

- Article 19 – Attributions :
 - Article original : « *Il désigne son Président, son Vice-Président, son secrétaire, son secrétaire suppléant, ses scrutateurs et leurs suppléants* »
 - Nouvel article amendé : « *Il élit son Président, son Vice-Président, son secrétaire, son secrétaire suppléant, ses deux scrutateurs et leurs deux suppléants* »

- Article 21 – Organisation

- Article original : « À l'exception du Président, nommé par le Conseil intercommunal, le Comité de direction s'organise lui-même. Il élit un Vice-Président » ...

Nouvel article amendé : « À l'exception du Président, élu par le Conseil intercommunal, le Comité de direction s'organise lui-même. Il nomme un Vice-Président » ...

Suite à cette acceptation, les 56 communes doivent maintenant les accepter à leur tour. Il n'y aura pas d'amendements possible à ce stade du processus. Si une commune refuse ces statuts, le processus rependra à zéro.

Conclusion

En conclusion, et au vu de ce qui précède, nous vous proposons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- vu le présent préavis municipal
- entendu les rapports des commissions chargées de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1. d'accepter la création des statuts de l'ORPC du District de Morges (version du 19 septembre 2024).

Approuvé par la Municipalité dans sa séance du 18 novembre 2024

Au nom de la Commission
Christian Boillat



Le Rapporteur :

Carmelo Todaro